

Le conflit entre le Soudan et le Tchad février 2006

Le conflit entre le Soudan et le Tchad a commencé le 23 décembre 2005, quand le gouvernement du Tchad s'est déclaré « en état de belligérance » avec le Soudan. Il est à noter que le gouvernement Tchadien a employé le terme de « belligérance », « situation d'un pays en guerre », ce qui signifie que le Tchad ne déclare pas la guerre mais la constate, et qu'il reste ouvert à la négociation. Ce constat de « belligérance » a été refusé par les autorités soudanaises, qui nient toute implication dans les affaires domestiques du Tchad. Le 8 février 2006, l'Accord de Tripoli mettait fin officiellement au conflit.

Les causes du conflit

L'événement déclencheur de la déclaration de « belligérance » a été l'attaque le 18 décembre 2005 de la ville d'Adré par deux groupes rebelles qui selon le Tchad seraient soutenus par le Soudan. Le Rassemblement pour la démocratie (RDL, dirigé par Mahamat Nour) et le Socle pour le Changement, l'Unité et la Démocratie (SCUD, dirigé par Yaya Dillo Djérou, le neveu d'Idriss Deby) sont constitués d'anciens officiers et soldats de l'armée Tchadienne entrés en dissidence respectivement en août et en octobre 2005 pour demander la démission du président Idriss Deby. L'attaque aurait été – selon la quasi-totalité des témoignages – un échec malgré l'emploi de centaines d'hommes et de 17 véhicules, car les forces du Tchad (semble-t-il prévenues en avance) auraient subi peu de pertes humaines, alors que les rebelles auraient perdu entre 70 et 300 hommes. Le Tchad a déclaré avoir exercé son droit de poursuite en territoire Soudanais. Des témoins internationaux affirment que le Tchad a perdu un hélicoptère de combat de construction russe, et qu'un autre hélicoptère Mi-17 a été mis hors combat. L'attaque de la ville d'Adré du 18 décembre n'est pas la première crise de cette nature entre le Soudan et le Tchad. Ainsi en janvier 2004 le côté Tchadien de la ville de Tine a été bombardé par l'armée soudanaise ; en avril 2004 un groupe de *janjawees* qui avait traversé la frontière a affronté des unités tchadiennes, qui l'ont poursuivi en territoire soudanais. En septembre 2005, une attaque de *janjaweed* sur le camp d'Arosharo au Tchad a causé 29 morts avant l'intervention de l'armée.

Les causes du conflit entre le Soudan et le Tchad ont deux origines : la crise du Darfour et une crise intérieure au Tchad. Le Soudan accuse le Tchad de soutenir les mouvements rebelles du Darfour, pour des raisons ethniques (l'essentiel du Tchad comme du Darfour est constitué de Zaghawa (également dite « Bari »), par ailleurs l'ethnie du président Idriss Deby). Le Soudan déclare également avoir été survolé par des avions tchadiens « de reconnaissance » en novembre 2005. En retour, le Tchad est fortement désorganisé par l'afflux de plus de 200 000 réfugiés dans son territoire, et par les raids de fréquence variable de miliciens arabes. Le Tchad affirme avoir capturé des Soudanais lors de l'attaque de la ville d'Adré et que les rebelles ont pu s'exprimer à la télévision nationale soudanaise et disposer de photos de M. Nour aux côtés du président soudanais Omar el-Bashir montrant la collaboration entre le RDL et le Soudan.

La crise est aussi due à la situation intérieure du Tchad ; Idriss Deby a été critiqué d'une part par les ethnies minoritaires pour les avantages qu'ont les Zaghawa dans la répartition des postes gouvernementaux, d'autres part par les Zaghawa pour son manque de détermination à défendre cette ethnie au Darfour. Cette dernière critique a conduit Idriss Deby à durcir son discours vis-à-vis du Soudan. Paradoxalement beaucoup des rebelles que le Tchad déclare soutenus par le Soudan sont des Zaghawas. Enfin, la lutte contre la corruption dans les rangs de l'armée Tchadienne a fortement diminué le prestige de Idriss Deby.

Les médiations du conflit

Le Soudan a tenté à plusieurs reprises de faire revenir le Tchad sur sa déclaration de belligérance. Ainsi, immédiatement le Soudan a immédiatement affirmé que celle-ci n'était due qu'aux problèmes internes du Tchad et que le Soudan ne souhaitait pas déstabiliser son voisin. Le ministre des affaires étrangères Soudanais a souligné que tous les canaux diplomatiques restaient ouverts. Le Soudan a reconnu dans un geste d'ouverture que seuls des « éléments » du gouvernement du Tchad soutenaient les rebelles du Darfour, et non le gouvernement dans son ensemble. Le Soudan a enfin proposé la constitution de patrouilles communes de frontière, du même type que celles organisées en 2003 pour éviter l'infiltration de rebelles du Darfour depuis le Tchad. Le Tchad a rejeté cette proposition, et refuse de faire confiance au Soudan.

La résolution du conflit du Darfour est une des priorités de l'Union Africaine, or cette crise ne peut être résolue si s'y superpose un conflit entre le Soudan et le Tchad. Avec le soutien de l'ONU et de l'Organisation de la Conférence Islamique (qui ont appelé à la fin des hostilités), le président de l'UA Obasanjo (du Nigeria) a tenté – en vain – d'organiser le 4 janvier un sommet entre l'Egypte, la Libye, le Nigeria, le Soudan et le Tchad à Tripoli. Une Commission d'Enquête de l'UA a été mise en place pour contrôler les preuves tchadiennes de l'implication soudanaise dans l'attaque d'Adré et dans la rébellion militaire.

Le Soudan a posé le 9 janvier les conditions du retour à la paix : que le Soudan désarme et livre à l'ONU les déserteurs et autres rebelles tchadiens, qu'il mette fin aux raids de ses milices au Tchad et qu'il rembourse les dommages qu'ils ont causés.

Le 8 février 2006, Idriss Deby, Omar al-Bashir et le président libyen Muammar al-Qaddafi ont signé l'Accord de Tripoli, mettant fin officiellement au conflit. Les deux parties aux conflits ont accepté de reprendre les relations diplomatiques, de rouvrir les consulats et de mettre fin à l'état de « belligérance ». Le Soudan et le Tchad s'engagent à refuser l'utilisation de leurs territoires respectifs comme base pour les rebelles luttant contre l'autre pays, la Libye contrôlant le respect de ces accords. L'Accord de Tripoli crée à cet effet un « comité ministériel » présidé par la Libye pour trouver une solution de long terme au conflit. La Libye s'est également engagé à fournir à l'Union Africaine les hommes et le matériel nécessaire à une force africaine – dont la nature, la mission et la composition exacte ne sont pas déterminées – force qui préserverait la sécurité sur la frontière.

Les forces rebelles

La situation du Tchad vis-à-vis de ses rebelles n'est pas réglée. Les rebelles disposeraient d'au moins 10 000 hommes selon le Soudan. Le 30 décembre 2005 huit groupes rebelles ont annoncé qu'ils ont mis leurs ressources matérielles et humaines en commun dans le cadre du Front Uni pour le Changement Démocratique (FUC, composé notamment du RDL et du SCUD, et dirigé par Mahamat Nour). Le FUC a annoncé qu'il disposait aujourd'hui de 8 fois plus de force que lors de la bataille d'Adré, et qu'il s'appretait à passer à l'offensive si la situation du Tchad « ne s'améliore pas ». Selon plusieurs rapports concordants, les forces rebelles sont très bien équipées, mieux équipées que les forces gouvernementales